



Cliché de la BT « Un marché en Afrique noire »

Pour les Conférences Pédagogiques 1954

Elles traiteront cette année de deux questions qui nous intéressent au plus haut point et sur lesquelles nos camarades doivent être en mesure d'apporter les points de vue et les résultats du travail pratique de l'Ecole Moderne.

C'est pour les y aider que nous donnons ci-dessous quelques notes

La santé des enfants

C'est depuis longtemps une rubrique permanente d'Elise Freinet. Nous sommes donc tout particulièrement heureux que cette question, sous ses divers aspects, soit maintenant soumise à l'attention de la masse du personnel enseignant.

Le sujet proposé se présente en trois points que nous aborderons séparément :

- 1° L'efficacité du travail scolaire et la santé des enfants.
- 2° Aménagements des programmes et des horaires.
- 3° Adaptation des méthodes de travail en classe et après la classe.

L'efficacité du travail scolaire et la santé des enfants

Pour si paradoxal que cela paraisse cette relation entre l'efficacité du travail scolaire et la santé des enfants est une notion nouvelle sur laquelle on a raison d'attirer l'attention des éducateurs.

Les éducateurs — et les parents aussi — commencent seulement à comprendre et à admettre cette imbrication totale des problèmes : vie et comportement des individus, intelligence et développement des facultés, acquisition des connaissances. Nous portons encore le poids des vieilles conceptions psychologiques, à base religieuse, qui séparaient le corps et tout l'aspect matériel et matérialiste de la vie, de l'âme, de la pensée et de l'esprit qui « l'habitent » sans s'y intégrer, les « facultés » jouant un rôle presque autonome et dépersonnalisé. La conséquence en était, et en reste, que mémoire, intelligence, imagination, attention, sont des attributs qui sont donnés à l'enfant et à l'homme et qui sont développés par l'école selon des processus eux aussi autonomes, séparés à dessein de la vie de l'individu dans son milieu.

On restait — et on reste bien souvent encore — persuadé que la naissance et le développement de ces facultés intellectuelles et morales étaient totale-

ment sans rapports avec le comportement et les possibilités physiologiques des individus. On apportait même d'éminents exemples qui tendaient à prouver que la faim, la mutilation et la souffrance sont au contraire favorables à l'élévation intellectuelle et à la culture supérieure des individus. La vie des sectes religieuses et l'exemple exaltant d'hommes supérieurs chez qui l'esprit semble avoir totalement dominé la matière donnaient corps à cette conception dualiste de la nature humaine.

Il en résultait, pour ce qui nous concerne, nous instituteurs, qu'on nous conseillait de faire nos leçons et de mener notre classe d'une façon également dépersonnalisée, en exigeant même travail et même rendement de l'enfant mal alimenté ou malade que de l'individu bien portant et physiologiquement bien équilibré. Et quand le rendement s'avérait forcément très inégal, inspecteurs et parents s'en prenaient aux méthodes et au savoir-faire insuffisant de l'éducateur.

Il y avait même cette tendance, en tous points déplorable à penser que plus l'enfant est débile et faible physiquement, plus il est prédisposé à développer ses facultés d'intelligence qui compenseront ses insuffisances vitales. Et nous avons tous dans nos souvenirs pédagogiques ces exemples de parents qui nous disent :

— Mon enfant n'a pas de santé... Il ne pourra pas faire sa vie dans les métiers difficiles. Il faut le pousser pour en faire un instituteur.

Voilà la situation actuelle des rapports aptitude scolaire-santé.

Quel est le point de vue actuel,

Selon notre habitude, avant d'aller chercher des raisons savantes dans la philosophie ou la médecine, nous parlerons bon sens et nous nous y sommes déjà employé, notamment dans notre livre *Essai de Psychologie sensible appliquée à l'éducation*.

Nous avons montré dans ce livre que l'individu se construit par son expérience tâtonnée dans son milieu, que l'intelligence, l'attention ou la mémoire ne sont pas des facultés dont on peut artificiellement définir l'importance et les contours mais seulement des aspects d'un comportement vital complexe dont les lois, à découvrir et à préciser, ne sont pas celles qu'une fausse science psychologique a édictées arbitrairement.

Et le bon sens nous dit aussi que, dans ce complexe, l'aspect physiologique du problème est non seulement important mais primordial : une mauvaise digestion entraînant la migraine rend tout effort intellectuel impossible, la congestion du foie fait les individus acariâtres et incompréhensifs, l'excitation du cœur nous vaut les instables et les coléreux. Nous n'aurions, pour nous convaincre de ces relations de cause à effet, qu'à nous souvenir de notre propre enfance. Il suffit d'un bouton mal placé qui cuit ou démange pour que devienne impossible la longue station assise sur les bancs inconfortables. On dit que « ventre affamé n'a pas d'oreille » ; mais qui redira, à l'intention des éducateurs, les conséquences sur le travail scolaire et sur l'attention de ces tiraillements de ventre qui marquent l'approche de midi, la somnolence de la digestion ou même cet état d'hébétude de l'élève interrogé chez qui le cerveau se vide brusquement de tout son sang et qui ne retrouve plus « deux idées », quelles que soient d'autre part ses aptitudes intellectuelles. Et même la colère de celui qui voit rouge n'est que la conséquence d'un état de congestion qui enlève à l'individu toute maîtrise de ses nerfs et de ses actes.

Ce sont là des considérations trop simples pour qu'on ait besoin de les rappeler. Il a fallu toute la longue erreur inhumaine et illogique d'une psychologie, d'une pédagogie, d'une philosophie et d'une science à contre-sens pour que nous soyons obligés de redire ces notions élémentaires qui doivent guider notre comportement d'éducateurs.

Les instituteurs devraient reprendre conscience de ces considérations de bon sens : pour eux d'abord, en examinant loyalement et sans parti-pris leurs propres erreurs ; pour leurs propres enfants dont ils sacrifient bien souvent la santé pour une illusoire réussite aux examens ; pour la reconsidération ensuite de leur comportement avec les enfants qui leur sont confiés.

Ils réapprendront alors à trouver les vraies causes physiologiques de bien des déficiences scolaires et alors la pédagogie entrera peut-être dans une nou-

velle phase, dans laquelle on demandera d'abord à une action efficace sur la santé de l'enfant les remèdes aux insuffisances de base constatées dans le processus scolaire.

On se rendra compte alors qu'il est inutile de pousser ou de traîner un enfant qui ne peut pas fixer son attention, qui est instable, incapable de volonté, nerveux et déséquilibré. Faisons disparaître d'abord les causes physiologiques de cet état de fait et nous travaillerons alors avec une efficacité accrue et sans drame en nous appuyant sur la stabilité relative enfin retrouvée.

Nous parlons ici avec notre longue expérience à l'École Freinet où nous avons vu passer tant d'enfants rejetés comme impossibles par l'école habituelle.

Toujours, dans tous les cas, nous nous sommes appliqués à améliorer la santé (ce mot de santé étant pris dans son sens large et total). Quand les conditions pour ainsi dire organiques d'une meilleure santé étaient réalisées, nos enfants faisaient immédiatement de très grands progrès et rattrapaient le retard qui les handicapait.

Nous ne pouvons donc qu'approuver la tendance actuelle à mieux surveiller la santé des enfants, à l'école et hors de l'école, et nous nous réjouissons de voir l'attention des instituteurs attirée sur cette notion des rapports directs et permanents entre *efficacité du travail et santé*.

Nous approuvons la tendance, mais nous faisons sur contre de très graves réserves sur les techniques de soins aux enfants et notamment sur :

1° la pratique des vaccins ;

2° le rôle para médical qu'on voudrait faire jouer aux éducateurs pour cette pratique.

Nous demanderons à nos camarades de poser, en conférences pédagogiques, ces deux graves problèmes qu'Elise Freinet a ici même longuement débattus.

Le moins qu'on puisse dire, pour ce qui concerne les vaccins, c'est que leur innocuité est loin d'être unanimement reconnue par le corps médical. De tous les coins de France, des camarades nous signalent des accidents graves consécutifs aux vaccinations. Et nous connaissons tous de nombreux médecins qui, sans s'opposer ouvertement à la Faculté et à la loi nous conseillent au moins une grande prudence. Nous demanderons donc en conséquence, aux camarades de faire proposer l'ordre du jour très sage et très mesuré voté à l'unanimité par le Congrès de Chalons.

Les instituteurs, soucieux de la santé des enfants qui leur sont confiés, et conscients de leur responsabilité dans l'application des lois vaccinales,

— constatent que le monde médical et plus encore le grand public sont divisés sur l'opportunité des vaccinations ;

— exigent que chaque malade, chaque citoyen soit libre de choisir son praticien et de s'en remettre à son diagnostic et à sa pratique médicale. Seul le médecin de famille, qui connaît les diathèses familiales, est accrédité pour autoriser des thérapeutiques dont il garde la responsabilité tant pour ce qui regarde la médecine préventive que la médecine de cure ;

— s'insurgent contre une médecine d'autoritarisme qui sans avoir fait la preuve de l'innocuité des pratiques vaccinatoires et des cures de sana passe outre aux décisions du médecin de famille et au refus de l'intéressé lui-même ;

— réclament des mesures d'hygiène générale (alimentation, logements, exercices physiques, aération, soleil) décisives sur la santé ;

— protestent avec énergie contre l'entassement des élèves dans les classes surchargées, les taudis scolaires ;

— refusent les vaccinations en troupeau et exigent que chaque parent choisisse le docteur responsable pour les vaccinations de ses enfants ou refuse purement et simplement les vaccinations qu'il redoute ;

— militent pour une médecine humaine scientifique et libre.

Et deuxièmement, il serait nécessaire de rappeler aux éducateurs qu'ils n'ont point à se faire les rabatteurs pour des dispositions légales qui restent au moins très controversées. Ils n'ont pas à prendre à la place des organismes responsables des responsabilités qui ne leur incombent pas. Il ne leur appartient pas de forcer la main aux parents qu'ils doivent au contraire

éclairer sur la position qu'ils prennent eux-mêmes, en toute connaissance de cause. Il faut que les parents, même s'ils font vacciner leurs enfants, comprennent qu'il ne s'agit pas là d'une opération bénigne, mais d'un acte qui peut engager la santé et la vie de leurs enfants et pour lequel toutes dispositions médicales très sévères doivent être prises.

Le problème des locaux scolaires et de la surcharge des classes doit être discuté également à cette occasion. Il est plus grave que jamais. L'entassement des élèves dans des locaux trop petits, même si les conditions d'hygiène sont respectées d'autre part, est un véritable danger permanent pour les enfants et pour les maîtres. Ajoutons qu'elle entrave tout véritable travail pédagogique et que, pour ces deux raisons, on ne saurait le tolérer.

Nous demandons à nos camarades de poser en C.P. les revendications suivantes :

1° Pour des raisons primordiales de santé, le cubage d'air prévu par la loi doit être strictement respecté. Les instituteurs doivent refuser les élèves quand le plafond est atteint.

2° Dans les constructions nouvelles on doit prévoir des locaux plus spacieux, conçus selon les données et les besoins de l'École Moderne.

3° Les cours de récréation doivent être agrandis. En aucun cas la construction de locaux nouveaux ne saurait empiéter sur les espaces libres pour récréation.

4° Des cantines doivent être organisées dans toutes les écoles et dans les meilleures conditions d'hygiène générale et alimentaire.

L'aménagement des programmes et des horaires, l'adaptation des méthodes supposent donc, pour ce qui nous concerne, nous éducateurs, une reconsidération profonde des processus éducatifs sans laquelle toutes les solutions proposées ne seront jamais que de vains rapiécages sans lendemain.

Et à cette occasion les camarades devront aborder un problème dont nul n'ose discuter : *celui des devoirs à la maison.*

La surcharge des programmes, les exigences surtout des examens d'entrée en 6^e plus encore que le C.E.P.E. font que la quantité de devoirs ne cesse de s'accroître. Tous les parents s'en étonnent et s'en émeuvent. Mais ils n'osent protester. Ils se contentent de faire les devoirs de leurs enfants et d'ajouter aux exigences du maître le poids de leurs déceptions et de leur énervement.

Il en résulte que des enfants de 10-11 ans travaillent en classe 5 à 6 heures par jour, que suivent 2 ou 3 heures de devoirs du soir. Nous demandons avant guerre que la semaine de quarante heures soit strictement appliquée aux enfants. La revendication pourrait être reprise.

Nous verrions donc comme mots d'ordre à l'issue des discussions :

— Semaine obligatoire de 40 heures (sans heures supplémentaires) pour l'enfant de 5 à 14 ans.

— Interdiction des devoirs sous l'ancienne forme scolastique si obsédante.

— Activités nouvelles en classe et hors de classe, axées sur l'intérêt et la vie des enfants, afin d'éviter la fatigue anormale et déséquilibrante. (On pourrait même entrer dans le détail des activités possibles).

— Réforme des examens d'entrée en sixième pour mieux les adapter aux possibilités des enfants à cet âge et éveiller le sens critique, base de toute éducation scientifique et intellectuelle.

En conséquence de ces prises de position sur les problèmes divers de la santé des enfants dans ses rapports permanents avec l'école et l'éducation, les éducateurs doivent, en toutes occasions, informer les parents d'élèves pour que s'institue une collaboration permanente Ecole-Famille qui permettra l'aboutissement de nos communes revendications.

Les Conseils de Parents d'élèves pourraient dès maintenant être directement intéressés à l'ordre du jour des Conférences Pédagogiques et peut-être faire entendre leur voix.

L'ordre du jour porte d'autre part :

« Aménagement des programmes et des horaires. Adaptation des méthodes de travail en classe et après la classe. »

Nous supposons qu'il s'agit de l'étude de ces questions dans le cadre tou-

jours de la santé de l'enfant. C'est surtout du problème du surmenage ou du « malmenage » qu'il sera donc discuté.

Il y a surmenage, non pas lorsqu'on a trop de travail, mais lorsqu'on est contraint d'exécuter des tâches qui ne répondent pas à nos besoins et qui exigent de ce fait des efforts anormaux qui sont toujours déséquilibrants pour l'individu.

Quand l'enfant veut travailler, parce qu'il sent profondément le but et le sens de ce travail, il ne se fatigue jamais de façon anormale. Il se peut qu'il soit las physiologiquement parlant, comme on est las au retour d'une belle randonnée en montagne. Seulement une bonne nuit de repos rétablit l'organisme.

Les fatigues nerveuses dont les complications physiologiques et mentales sont toujours si graves pour l'enfant et l'adolescent ne viennent jamais d'un excès de travail, mais d'un travail qui ne s'inscrit pas normalement dans le comportement vital de l'individu et qui use dangereusement.

Nous évitons d'une façon radicale ce surmenage et ce malmenage par nos techniques :

- qui donnent ou redonnent aux enfants le goût du travail vivant et motivé ;
- qui intègrent le travail éducatif dans le processus de croissance et de culture des individus ;
- qui garantissent cette efficacité et ce succès sans lesquels l'individu a le sentiment de tourner à vide, ce qui est toujours anormalement fatigant.

Nos enfants travaillent autant sinon plus que ceux des classes traditionnelles. Ils ne sont jamais surmenés.
